

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2012

Contribution de l'Etat au financement des retraites

La contribution de l'Etat au financement des retraites est inscrite dans le projet de loi de finances pour 2012 approuvé par le Conseil des ministres lors de sa réunion du 12 septembre 2011. Un double financement est prévu, tant pour les compléments des « petites » retraites à la charge de l'Etat — financement prévu par la loi relative à la retraite —, que pour toute autre dépense à travers le Fonds national de réserves des retraites (FNRR) mis en place en 2007 et alimenté chaque année à hauteur de 2% de la fiscalité pétrolière. Ce taux passera à 3% à compter du 1^{er} janvier 2012.

Le Conseil des ministres du 12 septembre 2011 a poursuivi l'examen et l'approbation du projet de loi de finances pour 2012. Le budget de l'Etat pour le prochain exercice prévoit des dépenses totalisant 7 428 milliards DA destinées à la politique sociale du pays, à l'exécution du programme quinquennal de développement ainsi qu'au soutien public à l'investissement économique. Ainsi, près de 3 150 milliards de DA sont destinés au fonctionnement du service

public, dont 2 850 milliards DA alloués aux salaires des agents l'Etat. 1 300 milliards DA seront consacrés aux dépenses sociales et de solidarité nationale, notamment le versement des allocations familiales de l'ensemble des travailleurs, y compris du secteur privé, le paiement des compléments de retraites, le soutien des prix du lait, des céréales, des huiles, du sucre et de l'eau, le raccordement des foyers à l'électricité et au gaz, ainsi que la solidarité

nationale à l'endroit des démunis et des handicapés. L'aide publique à la création d'emplois par les micros-entreprises ainsi qu'à l'insertion professionnelle par les dispositifs publics, se voit allouer près de 180 milliards DA.

La réalisation du programme quinquennal d'investissements publics sera dotée en 2012 de 2 849 milliards DA en autorisations de programmes. Cela portera à 87% l'ensemble des autorisations libérées pour la mise en études et en chantiers des réalisations inscrites sur la période 2010 à 2014.

En parallèle, d'importants crédits de paiements sont proposés dans le budget 2012 pour le financement du programme quinquennal, parmi lesquels on relèvera :

- 746 milliards DA destinés à l'habitat et à l'urbanisme ;
- 716 milliards DA destinés aux secteurs des transports et des travaux publics ;

- 232 milliards DA alloués au secteur des ressources en eau ;

- 168 milliards DA destinés à l'enseignement, à la formation et à la santé ;

- 70 milliards DA destinés aux programmes communaux de développement.

Augmentation de 50% de la part de la fiscalité pétrolière allouée chaque année au Fonds national de réserves des retraites

Par ailleurs, le soutien public au développement économique se voit allouer 135 milliards DA ventilés entre l'agriculture, la mise à niveau des PME et la bonification des taux d'intérêt.

Ce concours direct de l'Etat à l'investissement économique s'ajoutera aux importants programmes arrêtés au bénéfice des entreprises publiques et privées, ainsi que des agriculteurs, sous forme de crédits alloués par le Tré-

sor ou par les banques avec des taux d'intérêt fortement bonifiés par l'Etat. Au titre des dispositions législatives, le projet de loi de finances pour 2012 se distingue d'abord par une proposition d'augmentation de 50% de la part de la fiscalité pétrolière allouée chaque année au Fonds national de réserves des retraites (FNRR) mis en place en 2007. Il s'agit là de l'exécution d'une récente décision du Chef de l'Etat en vue de sauvegarder le système national des retraites et de pérenniser la solidarité entre les générations.

Aucune proposition d'augmentation de taxes n'est contenue dans ce projet qui comporte également plusieurs mesures destinées à améliorer l'environnement fiscal de l'entreprise et de l'investissement en général, conformément aux recommandations de la réunion de la tripartite de mai dernier.

LSR

AU MENU DE LA PROCHAINE TRIPARTITE

Remise en cause de l'article 87 bis du code du travail....

L'article 87 bis de la loi 90-11 d'avril 1990, modifiée et complétée en 1997 relative aux relations de travail est évoqué d'une manière récurrente depuis au moins un quinquennat. Cet article qui précise les composants du Salaire national minimum garanti (SNMG) décompose ainsi ce dernier : le salaire de base, les indemnités et primes de toute nature, à l'exclusion des indemnités versées au titre de remboursement de frais engagés par le travailleur.

Ces critères appliqués au SNMG à l'époque d'une situation économique difficile, d'un appareil de production national fragilisé, incapable d'absorber ne serait-ce qu'une partie infime de la main-d'œuvre qui arrivait sur le marché de l'emploi, ne semblent plus d'actualité, selon certains observateurs de l'état de santé économique et financier du pays. Cette embellie financière, dont les effets ont été répercutés sur l'ensemble des catégories socioprofessionnelles par les considérables augmentations

salariales de ces derniers mois, appelle donc à une redéfinition du SNMG qui s'éloigne de la touche «nationale», conjoncturelle pour s'arrimer aux définitions de ce seuil salarial des pays industrialisés.

En filigrane... il s'agit de «réduire» à l'épure le SNMG pour évaluer exactement les pourcentages d'augmentation au cas où ce minimum salarial sera réévalué.

Cette démarche, si elle venait à être adoptée, aura bien évidemment, une incidence sur les deux éléments majeurs qui balisent au début et à la fin la trajectoire professionnelle du travailleur.

Le SNMG dans sa période active et sa pension, une fois validée les années de travail dans la période de la retraite. En effet, le système de calcul de la retraite applique une grille de calcul qui prend en compte le salaire soumis à cotisations à l'exclusion des prestations à caractère familial (allocations familiales, primes de scolarité, salaire unique, etc.). Les congés payés non

consommés (bien que soumis à cotisations) et les primes à caractère exceptionnel (primes de départ à la retraite, indemnité de licenciement, etc.).

...Et faut-il revoir le barème de l'IRG ?

Le dernier relèvement du SNMG (salaire national minimum garanti) a été décidé lors de la 12^e tripartite tenue les 30 septembre et 1^{er} octobre 2006 pour passer à 12 000 DA. Il passera à 15 000 DA, soit une augmentation de 25% à l'issue de la treizième tripartite. Toutefois, le partenaire social qui avait crié victoire et affiché sa satisfaction de cet «acquis» — d'autant plus que le SNMG venait d'enregistrer une évolution jamais égalée depuis 1991 — estime aujourd'hui que la révision du SNMG, à l'ordre du jour de la prochaine tripartite, ne doit pas occulter la problématique de l'IRG (impôt sur le revenu global) qui continue de pénaliser les salariés moyens. Ainsi, l'UGTA, qui ne revendique pas ouvertement la révision du barème d'im-

position, estime que ce « sous-point » doit impérativement être inclus dans le chapitre lié à l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen. L'IRG a été dopé par les différentes augmentations de salaires.

Pour mesurer l'incidence des augmentations des salaires intervenues en 2010 sur l'IRG et, au demeurant, la nécessité de revoir le barème d'imposition, du moins au profit de certaines catégories de salariés, les statistiques de la Direction générale des impôts pour le premier semestre 2011 indiquent que les recettes de l'IRG ont grimpé de 45,6% à 164,4 milliards de DA.

Les recettes en question ont ainsi augmenté de 51,5 milliards de dinars par rapport au premier semestre de 2010, où l'IRG était de 112,9 milliards (mds) de DA. L'IRG, pour rappel, est un impôt annuel unique établi sur le revenu des personnes physiques.

Cet impôt s'applique au revenu net global du contribuable déterminé conformément aux dispositions des articles 85 à 98.

COURRIER DES LECTEURS

Les retraités de Boumerdès clarifient leurs revendications en direction du chef de l'Etat

En complément à notre lettre du 25 mai 2011 et au vu du puissant mouvement initié par les retraités à travers tout le pays, nous vous permettons d'attirer votre aimable attention sur les points essentiels des revendications que nous soumettons à votre haute autorité pour que justice puisse être rendue à cette catégorie de citoyens et de citoyennes, qui au crépuscule d'une vie de labeur, sont lésés d'une façon éhontée par un système bureaucratique à la limite de la tyrannie. En effet, malgré une constante contribution au développement du pays et autres sacrifices par une présence sur le terrain professionnel avec une conscience, jamais prise en défaut, sans oublier une cotisation (pour la retraite) linéaire (puisque retenue à la source) nous constatons avec amertume et regrets que nous ne recueillons présentement que des miettes, ce qui constitue une ingratitude condamnable. Face à une cherté de la vie des plus aiguës, les subsides que nous percevons ne nous

permettent pas de tenir une quinzaine de jours tant nos besoins les plus élémentaires ne sont pas satisfaits.

L'inflation galopante, que nous retraités, subissons d'une manière douloureuse, se doit d'être prise en considération par votre haute autorité afin d'alléger quelque peu, nos souffrances quotidiennes.

Les augmentations salariales de toutes les catégories socioprofessionnelles et notamment la dernière concernant les hauts cadres de l'Etat sont une des raisons qui nous poussent à entreprendre cette démarche. C'est pourquoi nous insistons auprès de vous à l'effet de trouver les solutions idoines d'autant que nous avons la conviction que vous allez étudier ce problème humanitaire (et non plus de droit unique) avec toute l'attention et la bienveillance et ceci relativement aux points suivants :

1 - une augmentation que nous laissons à l'appréciation de votre excellence, qui ne peut être, à tout le moins, inférieure à 50% ;

2 - cette augmentation aura effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2008 ;

3 - suppression totale de l'IRG ;

4 - une actualisation linéaire et constante du point indiciaire ;

5 - allocation de dignité de la femme au foyer et non plus une obole dévalorisante ;

6 - une révision des retraites proportionnelles dont le montant minimum sera égal au moins au SNMG.

Ce faisant, et au vu du puissant mouvement de protestations et de revendications initié par les retraités à travers l'ensemble du territoire national, nous nous permettons d'attirer votre aimable attention sur les points de discorde que nous soumettons à votre haute autorité pour que justice soit rendue à cette catégorie si vénérable s'il en est, laquelle a été lésée, au plus haut degré, par un système bureaucratique injuste et à la limite criminel. En effet, et malgré une constante contribution au développement du pays et autres sacrifices, doublés d'une coti-

sation pour la retraite et autres retenues sociales et fiscales sans discontinuer, avec retenue à la source, nous constatons que nous ne recueillons qu'une rétribution qui ne nous permet pas de subvenir à nos besoins les plus élémentaires, notamment au vu du pouvoir d'achat qui s'effiloche et d'une inflation galopante. N'est-ce pas là, une ingratitude condamnable ? C'est pourquoi nous soumettons à votre excellence nos problèmes pour leurs trouver des solutions idoines grâce à votre sagesse et votre sens du devoir. Monsieur le président de la République, eu égard aux conditions difficiles que nous retraités subissons, nous sommes très confiants quant à votre jugement et nous souhaitons vous voir intervenir personnellement pour faire cesser notre désespoir et... la révolte qui gronde et sourde en nous, et vous voir donner les directives pour satisfaire ces revendications légitimes qui sont, faut-il le préciser, des droits constitutionnels topiques dont nous sommes lésés.

Des retraités de Boumerdès